

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

[2019/202414]

5 MAI 2019. — Loi relative à l'octroi d'une somme forfaitaire en faveur des personnes atteintes de malformations congénitales dues à l'ingestion par leur mère pendant la grossesse de médicaments contenant de la thalidomide

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Toute personne née sur le territoire belge ou de nationalité belge, atteinte de malformations congénitales dues à l'ingestion par la mère pendant la grossesse de médicaments contenant de la thalidomide, et qui a introduit la demande visée à l'article 6, a droit à une somme forfaitaire unique de 125 000 euros. Si la personne décède après l'introduction de la demande et avant qu'une décision soit prise à son égard, cette demande devient sans objet.

Art. 3. Une somme forfaitaire de 30 000 euros est octroyée tant à la mère qu'au père, encore en vie à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, de la personne visée à l'article 2 décédée :

- 1^o soit avant l'entrée en vigueur de la présente loi;
- 2^o soit avant d'avoir introduit la demande visée à l'article 6;
- 3^o soit avant qu'une décision relative à la demande visée à l'article 6 n'ait été prise à son égard.

La somme forfaitaire visée au présent article ne peut leur être octroyée que dans la mesure où ils ont introduit la demande visée à l'article 7 et qu'ils établissent que les conditions prévues à l'article 2 sont réunies.

Art. 4. Une subvention facultative à charge du Service public fédéral Stratégie et Appui (SPF BOSA) est accordée, sous réserve des crédits disponibles, aux associations de victimes constituées avant l'entrée en vigueur de la présente loi sous la forme d'association sans but lucratif, pour financer leur action en faveur des personnes visées à l'article 2.

La subvention visée à l'alinéa précédent est attribuée par le SPF BOSA conformément aux dispositions de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral. La demande de subvention doit être introduite auprès du ministre compétent pour les Affaires sociales avant l'expiration d'un délai de trois ans à dater de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Le montant global de la subvention visée au présent article est fixé au solde d'un montant de 5 000 000 euros duquel est préalablement déduit le montant total des sommes forfaitaires qui seront accordées en application de l'article 2.

Art. 5. La Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité (CAAMI) instruit les demandes et décide de l'octroi des montants prévus aux articles 2 et 3. Les décisions sont notifiées aux demandeurs.

Les décisions d'octroi sont également notifiées au SPF BOSA qui effectue le paiement des sommes forfaitaires visées aux articles 2 et 3.

Art. 6. § 1^{er}. La demande d'octroi de la somme forfaitaire visée à l'article 2 doit être introduite auprès de la CAAMI dans un délai de deux ans à dater de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

**FEDERALE OVERHEIDS DIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

[2019/202414]

5 MEI 2019. — Wet betreffende de toekenning van een forfaitaire bedrag aan de personen die lijden aan aangeboren misvormingen die het gevolg zijn van het innemen van geneesmiddelen met thalidomide door de moeder tijdens de zwangerschap

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekraftigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Iedere persoon geboren op het Belgische grondgebied of van Belgische nationaliteit die lijdt aan aangeboren misvormingen die het gevolg zijn van het innemen van geneesmiddelen met thalidomide door de moeder tijdens de zwangerschap en die de aanvraag bedoeld bij artikel 6 heeft ingediend, heeft recht op de éénmalige toekenning van een forfaitair bedrag van 125 000 euro. Ingeval de persoon overlijdt na indiening van de aanvraag en voordat er een beslissing over diens aanvraag is genomen, wordt deze aanvraag zonder voorwerp.

Art. 3. Een forfaitair bedrag van 30 000 euro wordt toegekend zowel aan de moeder als aan de vader van de persoon bedoeld in artikel 2 die overleden is :

- 1^o ofwel vóór de inwerkingtreding van deze wet;
- 2^o ofwel voordat de in artikel 6 bedoelde aanvraag is ingediend;
- 3^o ofwel voordat een beslissing omtrent diens aanvraag als bedoeld in artikel 6 is genomen.

Het in dit artikel bedoelde forfaitair bedrag kan hen slechts worden toegekend indien ze de in artikel 7 bedoelde aanvraag hebben ingediend en ze aantonen dat de voorwaarden van artikel 2 vervuld zijn.

Art. 4. Een facultatieve toelage ten laste van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning (FOD BOSA) wordt, onder voorbehoud van de beschikbare kredieten, toegekend aan de verenigingen van slachtoffers die vóór de inwerkingtreding van deze wet opgericht zijn als verenigingen zonder winstoogmerk, om hun werking ten gunste van de in artikel 2 bedoelde personen te financieren.

De in het vorige lid bedoelde toelage wordt door de FOD BOSA toegekend overeenkomstig de bepalingen van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de Federale Staat. De aanvraag van de toelage moet bij de minister bevoegd voor Sociale Zaken ingediend worden vóór het verstrijken van een termijn van drie jaar volgend op de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

Het totaalbedrag van de in dit artikel bedoelde toelage wordt vastgesteld op het saldo van een globaal bedrag van 5 000 000 euro, waarop het totaalbedrag van de overeenkomstig artikel 2 toe te kennen vaste bedragen vooraf in mindering wordt gebracht.

Art. 5. De Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering (HZIV) onderzoekt de aanvragen en beslist over de toekenning van de in de artikelen 2 en 3 bedoelde bedragen. De beslissingen worden aan de aanvragers betekend.

De beslissingen tot de toekenning worden ook aan de FOD BOSA betekend, die de forfaitaire bedragen bedoeld in de artikelen 2 en 3 betaalt.

Art. 6. § 1. De aanvraag van het forfaitair bedrag bedoeld in artikel 2 moet bij de HZIV ingediend worden binnen een termijn van twee jaar volgend op de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. La demande comprend les renseignements suivants :

1^o les données signalétiques du demandeur, dont le numéro de registre national des personnes physiques ou, le cas échéant, le numéro d'identification des personnes physiques qui ne sont pas inscrites au Registre national des personnes physiques;

2^o les coordonnées d'un établissement de crédit comme défini à l'article 1^{er} de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse et le numéro de compte bancaire sur lequel le versement peut être effectué.

§ 3. La demande est accompagnée de tout document utile attestant que le demandeur est atteint de malformations congénitales dues à l'ingestion par la mère pendant la grossesse de médicaments contenant de la thalidomide.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 3, le demandeur peut, aux strictes fins de l'établissement de son droit, autoriser la CAAMI à prendre contact directement avec la Direction générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale auprès duquel un dossier a été ouvert, et ce aux fins de récolter toute information utile en vue de l'application de la présente loi et de remplacer ainsi la production de documents attestant que le demandeur est atteint de malformations congénitales dues à l'ingestion par sa mère pendant la grossesse de médicaments contenant de la thalidomide.

§ 5. La CAAMI notifie sa décision d'octroi de la somme forfaitaire visée à l'article 2 au SPF BOSA. Cette notification contient toutes les informations nécessaires au versement par le SPF BOSA de la somme forfaitaire au demandeur.

Art. 7. § 1^{er}. La demande d'octroi de la somme forfaitaire visée à l'article 3 doit être introduite auprès de la CAAMI dans un délai de deux ans à dater de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

§ 2. La demande comprend les renseignements suivants :

1^o les données signalétiques du demandeur, dont le numéro de registre national des personnes physiques ou, le cas échéant, le numéro d'identification des personnes physiques qui ne sont pas inscrites au Registre national des personnes physiques;

2^o les données signalétiques de la personne visée à l'article 2;

3^o les coordonnées d'un établissement de crédit comme défini à l'article 1^{er} de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse et le numéro de compte bancaire sur lequel le versement peut être effectué.

§ 3. La demande est accompagnée de tout document utile attestant que la personne visée à l'article 2 était atteinte de malformations congénitales dues à l'ingestion par sa mère pendant la grossesse de médicaments contenant de la thalidomide.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 3, le demandeur peut, le cas échéant, aux strictes fins de l'établissement de son droit, autoriser la CAAMI à prendre contact directement avec la Direction générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale auprès duquel un dossier avait été ouvert et ce aux fins de récolter toute information utile en vue de l'application de la présente loi et de remplacer ainsi la production d'un certificat médical attestant que la personne visée à l'article 2 était atteinte de malformations congénitales dues à l'ingestion par la mère pendant la grossesse de médicaments contenant de la thalidomide.

§ 5. La CAAMI notifie sa décision d'octroi de la somme forfaitaire visée à l'article 3 au SPF BOSA. Cette notification contient toutes les informations nécessaires au versement par le SPF BOSA de la somme forfaitaire au demandeur.

Art. 8. Les montants forfaitaires qui sont accordés en vertu des articles 2 et 3 de cette loi sont exonérés d'impôts sur les revenus

Le paiement des montants effectués dans le cadre de l'application de la présente loi n'affecte pas les montants, les soins, les aides matérielles, humaines, techniques ou d'autres formes d'aide ni les droits dont bénéficiaient les personnes visées aux articles 2 et 3 en vertu d'autres dispositions.

§ 2. De aanvraag bevat volgende inlichtingen :

1^o de signaletiekgegevens van de aanvrager, waaronder het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen of, in voorkomend geval, het identificatienummer van de natuurlijke personen die niet ingeschreven zijn in het Rijksregister van de natuurlijke personen;

2^o de gegevens van een kredietinstelling zoals gedefinieerd in artikel 1 van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen en het bankrekeningnummer waarop de betaling kan worden gedaan.

§ 3. De aanvraag wordt vergezeld van elk nuttig stuk waaruit blijkt dat de aanvrager lijdt aan de angeboren misvormingen die het gevolg zijn van het innemen van geneesmiddelen met thalidomide door de moeder tijdens de zwangerschap.

§ 4. In afwijking van paragraaf 3 kan de aanvrager, uitsluitend met als doel zijn recht te laten vaststellen, de HZIV machtigen om rechtstreeks contact op te nemen met de Directie-generaal Personen met een handicap van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid waar een dossier is geopend, en dit om alle informatie te verzamelen die relevant is voor de toepassing van deze wet en aldus de neerlegging van bepaalde documenten te vervangen, die verklaren dat de aanvrager lijdt aan angeboren misvormingen die het gevolg zijn van het innemen van geneesmiddelen met thalidomide door de moeder tijdens de zwangerschap.

§ 5. De HZIV stelt de FOD BOSA in kennis van haar beslissing om het in artikel 2 bedoelde forfaitair bedrag toe te kennen. Deze kennisgeving bevat alle informatie die nodig is voor de betaling door de FOD BOSA van het forfaitair bedrag aan de aanvrager.

Art. 7. § 1. De aanvraag van het forfaitair bedrag bedoeld bij artikel 3 moet bij de HZIV ingediend worden binnen een termijn van twee jaar volgend op de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. De aanvraag bevat volgende inlichtingen :

1^o de signaletiekgegevens van de aanvrager, waaronder het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen of, in voorkomend geval, het identificatienummer van de natuurlijke personen die niet ingeschreven zijn in het Rijksregister van de natuurlijke personen;

2^o de signaletiekgegevens van de persoon bedoeld bij artikel 2;

3^o de gegevens van een kredietinstelling zoals gedefinieerd in artikel 1 van de wet van 25 april 2014 over het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen en het bankrekeningnummer waarop de betaling kan worden gedaan.

§ 3. De aanvraag wordt vergezeld van elk nuttig stuk waaruit blijkt dat de persoon bedoeld in artikel 2 leed aan de angeboren misvormingen die het gevolg zijn van het innemen van geneesmiddelen met thalidomide door de moeder tijdens de zwangerschap.

§ 4. In afwijking van paragraaf 3 kan de aanvrager, uitsluitend met als doel zijn recht te laten vaststellen, de HZIV machtigen om rechtstreeks contact op te nemen met de Directie-generaal Personen met een handicap van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid waar een dossier werd geopend en dit om alle informatie te verzamelen die relevant is voor de toepassing van deze wet en aldus de neerlegging van een medisch attest te vervangen, dat verklart dat de persoon bedoeld bij artikel 2 leed aan angeboren misvormingen die het gevolg waren van het innemen van geneesmiddelen met thalidomide door de moeder tijdens de zwangerschap.

§ 5. De HZIV stelt de FOD BOSA in kennis van haar beslissing om het in artikel 3 bedoelde forfaitair bedrag toe te kennen. Deze kennisgeving bevat alle informatie die nodig is voor de betaling door de FOD BOSA van het forfaitair bedrag aan de aanvrager.

Art. 8. De forfaitaire bedragen die worden toegekend op grond van de artikelen 2 en 3 van deze wet zijn vrijgesteld van inkomstenbelastingen.

De uitbetaling van de bedragen in het kader van de uitvoering van deze wet doet niets af aan de sommen, zorgen, materiële, menselijke, technische of andere vormen van hulp of aan de rechten waarop de in artikel 2 of 3 bedoelde personen op grond van andere bepalingen gerechtigd zouden zijn.

Art. 9. Le Roi peut prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 5 mai 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
M. DE BLOCK
Scellé du Sceau de l'Etat:
Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

—
Note

(1) Voir : Doc. Chambre n° 54-3622

Art. 9. De Koning kan alle nodige maatregelen nemen voor de uitvoering van deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgische Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 5 mei 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale zaken en Volksgezondheid,
M. DE BLOCK
Met 's lands zegel gezegeld:
De Minister van Justitie,
K. GEENS

—
Nota

(1) Zie : Doc. Kamer nr. 54-3622

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C – 2019/12415]

23 MARS 2019. — Arrêté royal modifiant la liste jointe à l'arrêté royal du 24 octobre 2002 fixant les procédures, délais et conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités intervient dans le coût des aliments diététiques à des fins médicales spéciales

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 35, § 1^{er}, modifié en dernier lieu par la loi du 26 décembre 2013, l'article 35, § 2, modifié par les lois des 20 décembre 1995 et 10 août 2001 et par l'arrêté royal du 25 avril 1997 confirmé par la loi du 12 décembre 1997, et l'article 37, § 14bis, inséré par la loi du 20 décembre 1995 et remplacé par la loi du 24 décembre 1999 ;

Vu l'annexe de l'arrêté royal du 24 octobre 2002 fixant les procédures, délais et conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités intervient dans le coût des aliments diététiques à des fins médicales spéciales ;

Vu les propositions de la Commission de conventions pharmaciens-organismes assureurs, formulées les 20 avril 2018 et 1^{er} juin 2018 ;

Considérant que le Service d'évaluation et de contrôle médicaux n'a pas formulé d'avis dans le délai de cinq jours, mentionné à l'article 27, alinéa 4, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, et qu'en application de cette disposition de loi, l'avis concerné est donc réputé avoir été donné ;

Vu l'avis de la Commission de contrôle budgétaire, donné le 18 juillet 2017 ;

Vu l'avis du Comité de l'Assurance des Soins de Santé, donné le 23 juillet 2017 ;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, rendu le 15 janvier 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 janvier 2019 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 1^{er} février 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

FEDERALE OVERHEIDSSTIJN
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2019/12415]

23 MAART 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van de lijst gevoegd bij het koninklijk besluit van 24 oktober 2002 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen tegemoetkomt in de kosten van dieetvoeding voor medisch gebruik

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoordeerd op 14 juli 1994, artikel 35, § 1, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 26 december 2013, artikel 35, § 2, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1995 en 10 augustus 2001 en bij het koninklijk besluit van 25 april 1997, bekrachtigd bij de wet van 12 december 1997, en artikel 37, § 14bis, ingevoegd bij de wet van 20 december 1995 en vervangen bij de wet van 24 december 1999;

Gelet op de bijlage bij het koninklijk besluit van 24 oktober 2002 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen tegemoetkomt in de kosten van dieetvoeding voor medisch gebruik;

Gelet op de voorstellen van de overeenkomstencommissie apothekers – verzekeringsinstellingen, geformuleerd op 20 april 2018 en 1 juni 2018;

Overwegende dat door de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle geen advies is geformuleerd binnen de termijn van vijf dagen, vermeld in artikel 27, vierde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoordeerd op 14 juli 1994, en dat het betrokken advies dienvolgens met de toepassing van die wetsbepaling wordt geacht te zijn gegeven;

Gelet op het advies van de Commissie voor begrotingscontrole, gegeven op 18 juli 2017;

Gelet op het advies van het Comité van de Verzekering voor Geneeskundige Verzorging, gegeven op 23 juli 2017;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 15 januari 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 24 januari 2019;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, die op 1 februari 2019 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o van de wetten op de Raad van State, gecoordeerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;